

Quand présentera-t-il un plan qui redonnera du travail aux Canadiens?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, j'ai bel et bien indiqué dans une réponse antérieure que la hausse du taux de chômage de 11,3 p. 100 à 11,8 p. 100 me préoccupait.

Je rappelle au député que, pendant six des sept derniers mois, 77 000 nouveaux emplois ont été créés, dont 13 000 au cours de novembre. Depuis août dernier, 104 000 emplois permanents ont été créés. Il faut remarquer ici que la main-d'oeuvre a augmenté très radicalement. C'est la plus forte amélioration enregistrée, soit quelque 89 000 emplois.

Cela dit, nous avons annoncé, dans le plan économique que j'ai exposé, un certain nombre d'initiatives d'investissement dans la croissance, dans les emplois, dans des échanges commerciaux plus efficaces, dans les infrastructures et dans de nouveaux partenariats, qui sont nécessaires si nous voulons bien nous préparer aux nouvelles réalités économiques de demain et faciliter les choses pour les travailleurs qui seront déplacés.

**Mme le vice-président:** Je pense que le ministre aura la possibilité de parler plus longuement en réponse à la question supplémentaire.

**M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord):** Madame la Présidente, il est clair que le gouvernement ne comprend pas les vrais problèmes auxquels font face les vrais Canadiens. Les deux groupes les plus durement touchés aujourd'hui par le chômage sont les femmes et les jeunes. Les mêmes personnes qui ont le plus à perdre des mesures prises par le gouvernement.

Je demande au ministre, étant donné que 60 000 femmes ont perdu leur emploi en novembre et qu'il y a plus de 438 000 jeunes au chômage qui représentent l'avenir de notre pays, quand le gouvernement va faire son devoir et aider ces gens.

**L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre):** Madame la Présidente, je ne suis pas d'accord naturellement sur les prémisses de la question où le député désigne deux groupes qui ont le plus à perdre. Je pense que nous faisons face au Canada à une situation mondiale.

### Questions orales

Le ministre des Finances a reconnu, comme tout le monde ici, qu'effectivement le taux de chômage est trop élevé. Nous sommes tous d'accord sur ce point, et c'est pourquoi nous prenons ces mesures pour y remédier.

L'exposé économique du ministre des Finances a exactement cet objectif, créer 300 000 nouveaux emplois en 1993 et encourager les petites entreprises qui sont le moteur de l'économie afin de créer ces nouveaux emplois pour les jeunes et les femmes ainsi que dans le secteur de la recherche et du développement. Le chef du parti du député oublie de dire qu'il s'oppose à une mesure législative qui aiderait Montréal lorsqu'il parle dans cette ville.

**Mme le vice-président:** J'apprécierais si, des deux côtés de la Chambre, les préambules aux questions et les réponses pouvaient être plus courts.

\* \* \*

### LA FORMATION LINGUISTIQUE ET PROFESSIONNELLE

**M. Lyle Vanclief (Prince Edwards—Hastings):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances qui, en toute honnêteté, doit savoir que la récession n'est pas terminée.

Il avait été prévu de partager les fonds destinés à la formation linguistique et la formation professionnelle en Ontario entre les bureaux de placement et les conseils consultatifs locaux responsables de la formation. Ces conseils ne seront pas établis en 1993.

Le ministre peut-il garantir à la Chambre aujourd'hui qu'il sera possible, comme par le passé, d'obtenir les 30 millions de dollars destinés aux conseils locaux par l'entremise des centres d'emploi?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, je ne peux répondre à cette question pour le moment. J'en prends note et je répondrai au député dès que possible.

**M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings):** Madame la Présidente, ma question supplémentaire porte sur le même sujet et s'adresse au même ministre.

Je voudrais faire remarquer au gouvernement et au ministre que le personnel du ministre n'est pas, lui non plus, en mesure de répondre à cette question. Nous avons tenté d'obtenir une réponse.